

14.07.2019

avec tous ceux
qui aiment
et veulent défendre l'Alsace...



... et obtenir
qu'elle retrouve
sa représentation institutionnelle

Trois années alsaciennes très instructives

Arrivé en Alsace il y a trois ans comme **directeur des deux radios France Bleu alsaciennes, Hervé de Haro a tout à la fois relancé France Bleu Elsäss et mis sur orbite le concours de chant en alsacien d'Stimme. Il y a quelques semaines, il a quitté la maison qui l'employait depuis 29 ans pour rejoindre un groupe privé.**

Après 29 ans dans la maison, **Hervé de Haro** a décidé de changer d'horizon. « **Quand la web radio France Bleu Elsäss a été mise en place sous le haut patronage du Parlement européen, j'ai cru que c'était bien parti, mais quinze jours plus tard, je déchantais. Je me rends compte que je les emmerde vraiment à Paris et que ça va être très très dur** » se souvient Hervé de Haro, ancien directeur de France Bleu Alsace et de France Bleu Elsäss.

Une radio rhénane

Arrivé en Alsace il y a trois ans, Hervé de Haro a découvert sur place seulement l'existence d'Elsäss, la seconde radio du réseau, en même temps qu'il découvre la région après avoir été en poste en Corse. « **Sous les toits, avec une équipe démotivée car elle n'avait plus d'auditeurs** », souligne-t-il. Diffusée en ondes moyennes, la radio ciblant les 50 / 60 ans était en effet condamnée. Après une redynamisation sous forme de chroniques web, « **la première chose que je pouvais faire** », le salut est venu de la diffusion sur le web, avec un positionnement de radio locale rhénane. « **Je ne voulais pas faire une copie de France Bleu Alsace mais une radio rhénane. Je ne dis volontairement pas transfrontalière. Avec les services de l'Etat, on a identifié les personnes qui parlent alsacien et cela a donné les interventions sur la sécurité, la pollution et la prévention effectuées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin. Le service d'information des consommateurs de Kohl assure également des interventions. Je suis aussi allé voir les présidents Eric Straumann, Frédéric Bierry et Jean Rottner. Frédéric Bierry a tout de suite accroché puis est arrivée Brigitte Klinkert et elle en a fait de même. La Collectivité Européenne d'Alsace a besoin de médias, ont dit les deux présidents de conseils départementaux** », narre Hervé de Haro au sujet d'une radio deve-



nue projet du Traité de l'Elysée par une série de hasards. Et sans s'attarder sur les deux élus qui n'ont pas « **accroché** » à ses projets. Après les rubriques, le directeur d'Alsace et d'Elsäss s'attache à l'information. « **Il fallait des infos et le SWR était d'accord pour transmettre les journaux. Le contact a aussi été positif avec le Saarländischer Rundfunk. Le lancement sous le haut patronage du Parlement européen est une protection vis-à-vis des Jacobins. Cela va être difficile de démonter ce qui a été fait. Maintenant, tout le monde doit se mobiliser, à commencer par Brigitte Klinkert et Frédéric Bierry. C'est la seule possibilité pour France Bleu Elsäss mais il faut réunir deux conditions : la radio numérique terrestre et le maintien des postes. Mais j'ai le sentiment que Paris ne veut pas de la RNT car cela assurerait une pérennité à la radio** » ajoute celui qui n'hésitait pas à reprendre

Sybile Veil, nouvelle PDG de Radio France, sur le nombre de radios du groupe qui est de 45, avec France Bleu Elsäss, et non de 44.

Le succès de d'Stimme

Mais l'heure n'est pas au développement dans le bâtiment rond des bords de la Seine. « **On est maintenant dans un plan comptable. Il faut réduire pour réduire. C'est devenu ultra-jacobinisme. Paris sait et dit: vous faites ce qu'on vous dit. Y compris pour le contenu. L'objectif est de viser les jeunes, ce qui est une plaisanterie. A ce stade, on n'est plus directeur de station régionale mais chef de département. Je ne suis pas contre les économies par principe. Ainsi en Lorraine, avec une audience bien moindre, il y a deux stations, mais en Alsace ...** » affirme Hervé de Haro. Son passage en Alsace a aussi été marqué par le décollage de

d'Stimme, la voix en version alsacienne. « **Je n'en suis pas le père mais le Sundgauvien Félicien Muffler, à la radio, et Isabelle Schoepfer, à l'Office pour les Langues et les Cultures d'Alsace et de Moselle. Mais ils n'arrivaient pas à le démarrer avant mon arrivée. C'était la troisième édition cette année et la quatrième va être importante en 2020, pour le 90^e anniversaire de la radio** » souligne l'ancien directeur de la station strasbourgeoise. Là aussi, Hervé de Haro a tenu à bétonner les choses. Quelques heures avant son départ, il a décroché un nouvel allié de taille pour d'Stimme avec Europa Park. « **En 2020, le concert aura lieu à Strasbourg, au lieu de Sélestat cette année, et le SR en devient le co-organisateur. Le SWR on a très envie. On a aussi obtenu le Prix Aquatique Show, d'un montant de 10 000 euros, pour 2020** » détaille-t-il. Avant de rejoindre un groupe de radios privées dans les Caraïbes, « **un groupe qui est venu le chercher via un chasseur de tête** », Hervé de Haro fait un bilan sans nuances de son séjour en Alsace, région où il gardera des contacts. « **Mon départ va permettre de protéger beaucoup de choses. Va-t-il provoquer un électrochoc ? Ce n'est plus le projet de Hervé de Haro. Mais le danger pour l'Alsace est imminent. La nouvelle grille va apporter des modifications pour les deux radios alsaciennes. Radio France a adopté une organisation avec une France coupée en quatre, avec un délégué territorial à la tête de chacune des quatre zones. La programmation va adopter une base musicale unique et le moment des chroniques est imposé** » détaille-t-il. Et l'Alsace dans tout ça ? « **Il n'est pas dommage pour moi de partir, j'avais pris ma décision dès décembre, même sans savoir ce que je ferais** » ajoute-t-il. Et aussi : « **Je n'ai jamais vu une région qui se défendait si mal** ». Et il en a fait des régions en 29 ans chez Radio France, Hervé de Haro.

Joël Hoffstetter

« La nature profonde du système politique français »

« Les débats autour de la Collectivité européenne d'Alsace à l'Assemblée nationale révèlent la nature profonde du système politique français, que l'on peine à qualifier de démocratique. Alors que depuis cinq ans les Alsaciens réclament de sortir du Grand Est et de retrouver une région Alsace de plein droit, cette option légitime est rejetée de l'ordre du jour : elle n'agré pas au président de la République. Le débat est tronqué et quasi inutile, dès lors que l'exécutif dispose de la majorité absolue au Parlement. Conséquence perverse de la substitution du quinquennat au septennat, la quasi-simultanéité des élections présidentielle et législatives nuit au principe de la séparation des pouvoirs exécutif et législatif estime le parti autonomiste Unser Land.

« Une CMP pour rien ? »

A la veille de la commission mixte paritaire du 11 juillet, le Mouvement pour l'Alsace (MPA) a écrit au rapporteur de la commission des lois Remy Rebeyrotte afin de lui expliquer pourquoi le Grand Est doit être remis en cause et lui dire que l'Alsace ne peut pas se contenter de devenir un simple département. « **A vrai dire, nous n'attendons plus grand chose de cette commission, qui validera sans doute la version très minimaliste de la CEA qui vient d'être votée à l'Assemblée Nationale** » explique le MPA qui verrait d'un bon œil une analyse des conséquences de la fusion des régions. « **On se demande bien en effet pourquoi aucune évaluation de cette réforme n'est prévue ?** » se demande le mouvement présidé par André Reichardt.

« La région qui fait baisser les prix »

Le prix des billets du TER Grand Est augmentent de 3%. « **Philippe Richert déclarait en 2017 que "le Grand Est fait baisser les prix", notamment par des économies sur le rail. Et l'année dernière, la région affirmait réaliser 100 millions d'euros d'économies sur le train grâce à la nouvelle échelle régionale. La hausse des tarifs, effective depuis le 1 juillet 2019, représentera une ponction annuelle de 4,4 millions d'euros sur les clients. Pas mal pour une région censée faire baisser les prix !** » raille le MPA.

« Et la région qui n'existe pas »

Grâce à un budget communication en croissance constante (6,8 millions d'euros cette année), le Grand Est peut se permettre de financer deux voitures à ses couleurs (bleu et jaune avec le slogan « **Europe s'invente chez nous** » dans la caravane du Tour de France. Le président Jean Rottner et le vice-président chargé des sports Jean-Paul Omeyer ont salué les quatre belles étapes traversant notre « **belle région** », sans jamais prononcé le (vrai) nom des régions avant de conclure avec un « **vive le Grand Est !** ».

« Et la langue d'Alsace alors ! »

Avant la réunion de la commission mixte paritaire, Pierre Klein a écrit aux parlementaires alsaciens au nom de la Fédération Alsace Bilingue (FAB) qu'il préside. « **La FAB tient à vous exprimer le souci de la fédération de voir inscrite dans la loi la définition de la langue régionale. De toutes les langues régionales de France, la langue régionale d'Alsace est la seule à ne pas l'avoir été. Tout ne repose que sur des circulaires, des conventions, des bulletins officiels de l'Education Nationale. Ce serait en particulier important pour ce qui concerne le système bilingue paritaire français-allemand standard à l'école publique** » explique-t-il.

« Vers un accord franco-suisse »

Le sénateur haut-rhinois Catherine Troendlé (LR) se réjouit de l'adoption par le Sénat, en première lecture, du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le gouvernement français et le Conseil fédéral suisse. L'Assemblée nationale avait également adopté le texte en première lecture, après engagement de la procédure accélérée.

« Ul en remet une couche... de papier »

Après une première réaction au propos de Brigitte Klinkert sur les « **extrémistes** », Unser Land écrit une deuxième fois à la présidente du Conseil Départemental du Haut-Rhin. « **Rappelons que l'autonomie est considérée par les plus hautes autorités internationales - qu'il s'agisse des institutions européennes ou de l'ONU - comme un objectif de bonne gouvernance vers lequel toutes les sociétés doivent tendre. (...) Stigmatiser l'autonomisme, c'est stigmatiser l'aspiration à une démocratie parfaite. C'est refuser un des fondamentaux de l'Union européenne et sa devise : l'Union dans la diversité. (...) Il ressort de votre courrier et de votre préjugé à l'égard de l'autonomisme, que vous méconnaissiez l'histoire de l'Alsace** » écrit Andrée Munchenbach.

« Un Schmilblick à la française »

L'avocat Alexis Robbe signe dans Les Echos une analyse sur la CEA. « **Une lecture attentive du projet de loi, dans sa dernière version, nous rappellera qu'en politique, il existe une différence entre l'effet d'annonce et la réalité. Il faut être clair : le projet de loi relatif n'a ni pour objet ni pour effet de créer la collectivité unique plébiscitée en 2013. Celle-là même qui aurait pu conduire à une substitution totale des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, et de la région Grand Est sur l'ensemble du territoire alsacien, a été écartée devant le risque de créer un précédent** » souligne-t-il. Et de conclure que le « **bilan (est) bien maigre, en somme, au point que l'on est en droit de se poser, à l'instar du sénateur Philippe Bas (LR), la question suivante : "était-il nécessaire de légiférer pour si peu ?"** ».

JH

ALSACE

